Prolétaires de tous les pays, unissons-nous




Union communiste internationaliste (trotskyste)

# L'ennemi, c'est le capitalisme !

***Éditorial des bulletins d'entreprise du 20 juillet 2026***

Une nouvelle unité de drone, des nouveaux avions de combat F-35, et de nombreux autres engins de guerre... Le 21 juillet sert d'occasion pour l'armée belge de parader avec ses dernières acquisitions payées avec l'argent public. C'est une véritable gifle pour tous les soignants, les ambulanciers, les pompiers qui réclament des moyens depuis des années, et dont le sous-financement a causé plus de 2.000 décès supplémentaires en quelques jours lors de la canicule de fin juin !

Le défilé militaire de la fête nationale vise à embrigader la population. Le roi et les politiciens en profitent pour multiplier les appels à *« la cohésion nationale »* ou à célébrer *« notre »* pays.

Mais quelle *« cohésion nationale »* peut-on avoir avec les capitalistes belges et leurs larbins à la tête du gouvernement ? La majorité de la population ne possède pas grand chose, tout au plus un logement. Par contre 17 milliardaires possèdent autant qu'un tiers de la population ! Et ce sont ces riches qui ont le pouvoir !

Les capitalistes voudraient nous faire croire que nous devrions nous *« appuyer sur ce qui nous unit, plutôt que ce qui nous divise »*, comme l'a affirmé le roi Philippe... Mais s'unir avec qui ?

Avec les millionnaires bien belges ? Nous n'avons rien en commun. Il y a bien plus de choses qui nous lient entre travailleurs... de toutes origines et de toutes nationalités.




Ces discours sur l'unité nationale, au même titre que les discours régionalistes, sont de la propagande pour tenter de nous faire oublier la principale division qui traverse tout le pays : d'un côté une minorité de capitalistes qui nous exploitent, et de l'autre la majorité de la population : travailleurs, chômeurs, retraités, étudiants, etc.

On voudrait nous faire accepter tous les sacrifices au nom de l'intérêt de la Belgique, au nom de *« l'intérêt national »* : les coupes budgétaires dans les services utiles à la population pour soi-disant éponger la dette, l'augmentation du rythme de travail ou les licenciements dans les entreprises sous prétexte d'éviter la faillite, etc. Mais ce sont des mensonges !

Pendant que la population subit la crise de plein fouet et s'appauvrit, les capitalistes s'enrichissent comme jamais ! Et il s'agit d'une tendance mondiale. Selon Oxfam, les milliardaires dans le monde ont quasiment multiplié par deux leurs fortunes entre 2020 et 2025 !

En Belgique, le gouvernement a enchaîné les attaques contre toutes les parties de la population. Exclusion des chômeurs, coupes budgétaires dans la santé et dans l'éducation, diminution du salaire de nuit pour certains secteurs, saut d'index... La liste est longue !

A chaque fois ce sont des milliards d'euros qui sont pris dans la poche de la population et qui reviennent d'une manière ou d'une autre aux capitalistes, que ce soit à travers des cadeaux fiscaux, des subventions, les intérêts bancaires ou encore les dépenses d'armement qui rapportent gros aux actionnaires de l'armement.

Mais les milliards de mesures d'austérités, déjà volées dans nos poches, ne sont pas encore assez ! Le gouvernement annonce de nouvelles coupes de 10 milliards d'euros supplémentaires !

Cela signifie encore plus de taxes, encore moins d'argent pour les hôpitaux et les écoles, au profit d'une minorité de capitalistes !

Et c'est derrière ces voleurs « nationaux » que nous devrions marcher ? C'est pour eux que nous devrions aujourd'hui accepter de nous appauvrir toujours plus ? Et accepter de perdre nos enfants demain sur le front des guerres ?

Les guerres actuelles, comme celles qu'ils préparent, n'ont rien à voir avec la *« défense de la patrie »* ou de la démocratie. Les bombardements américains en Iran le montrent. Ils visent à dominer le commerce du pétrole et les voies de communication du Moyen-Orient.

Les guerres se font dans l'intérêt des capitalistes et des oligarques. Les soldats ukrainiens, dont certains ont défilé le 21 juillet avec l'armée belge, l'ont appris dans la boue et le sang des tranchées. Ils se battent en pensant défendre leurs pays, alors que les terres qu'ils défendent sont massivement rachetées par les capitalistes occidentaux qui entretiennent la guerre en leur fournissant les armes.

Aujourd'hui, de plus en plus d'Ukrainiens ne sont plus convaincus de la poursuite de la guerre, beaucoup désertent et se mutinent. Et certains même manifestent contre Zelensky, même si ce n'est pas pour le moment ouvertement contre la guerre.

Que cela nous serve de leçon ! Il faut se défendre, oui. Mais notre ennemi principal est dans notre propre pays. Ce sont les capitalistes belges. Et aucun ministre, ni de droite ni de gauche, ne nous débarrassera de ce système capitaliste et de ses guerres.

Nous, les travailleurs, qui faisons tourner toute la société, nous ne pourrons compter que sur nous-mêmes pour défendre nos intérêts et pour renverser ce système !




# Dans les entreprises

## Pompiers de Bruxelles en lutte

Le 21 juillet, jour de la fête nationale, les pompiers de Bruxelles ont entamé une grève « au finish ». Certains ont refusé de participer au défilé militaire et la grève se poursuit. Leur colère ne date pas d'hier. En dix ans, le nombre de missions a doublé tandis que les effectifs diminuent, avec davantage de départs que d'entrées en service.

Résultat : une charge de travail et des heures supplémentaires en forte hausse, et des services sous tension permanente. Comme l'explique un pompier : *« Chaque fois qu'il y a une grosse intervention incendie, les pompiers bruxellois sont obligés de faire intervenir les zones aux alentours. »*

Les pompiers ont subi de nombreuses attaques des gouvernements ces dernières années, notamment le passage de l'âge légal de la pension à 67 ans, alors que leur espérance de vie est inférieure de sept ans à la moyenne et que leur équipement pèse entre 20 et 30 kilos.

Au printemps, ils ont découvert le projet de réorganisation présenté par la direction du SIAMU face aux contraintes budgétaires : suppression de véhicules de secours, mutations sans concertation, suppression de deux jours fériés, instauration d'une évaluation annuelle, etc.

La direction envisage aussi de plafonner à quinze fois les augmentations biennales, ce qui réduirait le salaire de fin de carrière et donc la pension… pour ceux qui tiennent jusqu'à 67 ans ! Elle veut enfin ramener les effectifs de garde de 172 à 153 pompiers par jour, avec des zones fortement touchées comme Anderlecht dont la garde serait réduite de 26 à 18 pompiers.

### Un gouvernement pyromane

Alors que le changement climatique multiplie canicules, sécheresses et incendies, le gouvernement refuse toujours d'accorder les moyens nécessaires… aux pompiers !

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

Les pompiers bruxellois avaient déjà fait grève le 31 décembre contre le manque d'effectifs. Ils réclament aujourd'hui davantage de moyens et l'engagement de 200 collègues. Ils dénoncent également les responsables politiques qui ne respectent pas leurs engagements, et une direction qui participe aux coupes budgétaires malgré leurs conséquences catastrophiques.

La grande majorité des pompiers bruxellois a fait grève. Selon les syndicats, moins de 30% des moyens habituels du SIAMU étaient assurés. La direction du SIAMU a ensuite réquisitionné une partie du personnel et fait appel aux zones voisines pour porter la capacité opérationnelle à environ 70%.

## Pas de solution durable avancée

Sous pression, le gouvernement bruxellois a proposé 10 millions d'euros et 132 embauches étalées jusqu'en… 2027. Non seulement c'est insuffisant mais le projet reste flou sur le type d'embauches proposées. Il mentionne la création de *« cadres ambulanciers »*, chargés uniquement des ambulances. Non nommés, formés en deux mois au lieu de douze, ils seraient soumis à des horaires de 8 ou 12 heures plutôt qu'au régime actuel des pompiers-ambulanciers. Pour de nombreux pompiers, cette annonce ne répond donc pas à la pénurie et menace au contraire leur statut et leurs conditions de travail.

On ne peut pas assurer la sécurité de près de 12 millions d'habitants en Belgique en épuisant les équipes, en supprimant des véhicules et en demandant aux zones voisines de combler les trous. Le combat des pompiers concerne toute la population. Il fait écho à celui des enseignants, des soignants et des cheminots : tous qualifiés de « héros » pendant le Covid, puis privés de moyens. Face à l'austérité qui frappe les services publics, les pompiers auront besoin, comme les autres travailleurs, d'un mouvement d'ensemble.




# L'exploitation tue

Six ouvriers ont perdu la vie le 14 juillet dans l'incendie du chantier de rénovation de l'immeuble Oxy, place De Brouckère à Bruxelles. L'enquête est en cours pour établir les causes de cet accident. Mais ce drame est en réalité la partie émergée de l'iceberg.

Chaque année, des travailleurs meurent en exerçant leur métier et rien qu'en 2024, en Belgique, 45 d'entre eux sont décédés sur leur lieu de travail. D'autres en sortent grièvement blessés ou ont leur santé détruite progressivement par les cadences, les gestes répétitifs, les horaires difficiles, les produits toxiques, etc. En 2024, Fedris (l'agence fédérale des risques professionnels), a recensé 83.800 accidents ayant entraîné au moins un jour d'incapacité de travail dans les secteurs public et privé. Parmi eux, 4.900 accidents graves ayant provoqué des incapacités allant de 6 mois à des incapacités permanentes. Sans compter toutes les fois où l'employeur fait pression pour que l'accident ne soit pas déclaré ! Pourtant on nous répète que les accidents du travail diminuent.

Un accident du travail nécessite généralement un événement soudain pour être pris en compte : une chute, un choc, un incendie ou une machine qui mutile. L'ouvrier dont les tendons sont détruits par des milliers de gestes répétés, la travailleuse épuisée par une charge insoutenable ou le salarié qui développe un cancer après des années d'exposition à des produits toxiques ne figurent pas dans les *« accidents de travail »*, et sont rarement reconnus comme *« en maladie professionnelle »*.

Pourtant, la santé des travailleurs, elle, est bien mise en danger. En 2024, 79 % des travailleurs belges avaient souffert d'au moins un trouble musculosquelettique. La proportion de salariés estimant que leur travail menace leur santé ou leur sécurité est passée de 22,2 % en 2010 à 29,7 % en 2024. Sans compter l'épuisement mental, qui a fait doubler le nombre de burnout entre 2019 et 2024.

Toute cette violence, celle d'un incendie de chantier à Oxy comme celle dans l'usure des corps au travail, provient du système capitaliste ou le grand patronat accentue l'exploitation et néglige la sécurité pour dégager plus de profits.



# Témoignage d'une enseignante

J'enseigne depuis 2015 et, malgré plusieurs années de service dans l'enseignement spécialisé à la Ville de Liège, j'ai toujours été sous un statut de pénurie, précaire et moins payée, car mes diplômes n'ont jamais été reconnus à l'égal d'un diplôme pédagogique. Avec la nouvelle réforme, la direction m'a prévenue que j'allais potentiellement perdre l'ensemble des mes heures à la rentrée.

Depuis mes débuts, j'assiste à une dégradation constante de l'enseignement : classes surchargées, surcharge administrative, manque de moyens et perte de reconnaissance du métier. Les réformes successives, et plus récemment les décrets de 2024 et 2026, fragilisent encore davantage les enseignants tout en réduisant les possibilités offertes aux élèves.

Le premier décret, adopté en 2024, s'est attaqué à l'enseignement qualifiant. Il a entraîné la suppression d'heures pour de nombreux enseignants et la disparition progressive de certaines formations des élèves. Cette évolution prive de nombreux jeunes de parcours adaptés à leurs besoins.

Or, ces élèves sont souvent en recherche de leur voie ou d'une vocation. En réduisant les possibilités qui leur sont offertes, on les contraint à faire des choix qui ne leur correspondent pas. Cette situation est inquiétante, tant pour les élèves que pour leurs parents et leurs enseignants.

Avec le deuxième décret, adopté en 2026, un nouveau cap a été franchi. Les enseignants du degré supérieur devront désormais prester deux heures supplémentaires sans rémunération. Cette mesure est vécue comme un profond manque de respect envers une profession déjà fragilisée depuis des décennies. Les difficultés que nous connaissons aujourd'hui ne sont pas apparues du jour au lendemain : elles sont le résultat de réformes successives menées depuis les années 1990, auxquelles s'ajoute une méconnaissance persistante de la réalité de notre métier.




Les conséquences de ces nouvelles mesures sont également pédagogiques. Des enseignants du degré supérieur, contraints d'enseigner dans le degré inférieur à la suite de pertes d'heures, devront adapter entièrement leurs pratiques. Enseigner à des élèves plus jeunes ne s'improvise pas. Cela demande une autre approche, d'autres méthodes et un important travail de préparation supplémentaire.

En tant que travailleuse, je refuse ce détricotage de l'enseignement public. Notre mobilisation se poursuivra, car nous défendons à la fois notre métier et l'avenir des jeunes.

# À bas la privatisation du rail !

À l'occasion des 100 ans de la SNCB, le gouvernement a précisé le plan de libéralisation du rail d'ici à 2032.

Après la fin du statut pour les nouveaux embauchés, le recul de l'âge de la pension, les coupes budgétaires, etc., cette « libéralisation » cache en fait de nouvelles attaques pour augmenter l'exploitation des cheminots !

## 100 ans de cadeaux aux capitalistes

Le rail, comme les autres services publics, a toujours servi les intérêts des capitalistes, qu'il soit ou non aux mains de l'État.

Au cours des années 1800, alors que le rail est principalement privé, l'État couvre de cadeaux les capitalistes du rail : investissements publics massifs dans les infrastructures, commandes de matériel, subventions gigantesques… La famille Boël ou le groupe Cokerill ont ainsi développé leurs fortunes en profitant des largesses de l'Etat. Leurs descendants sont milliardaires.

Mais lorsque les entreprises privées du rail faisaient faillite ou ne rapportaient plus assez au goût des capitalistes, l'État les rachetait. Une nouvelle occasion de couvrir d'argent public les actionnaires des entreprises qui les vendaient.

Après la première guerre mondiale, alors que la majorité du chemin de fer appartient à l'État, le gouvernement crée en 1926 une société publique pour la gestion et l'exploitation ferroviaire : la SNCB. Il s'agit déjà à cette époque de préparer la transformation du rail en une société privée destinée à être reprise par les capitalistes.

Au moment de la création de la SNCB, le dirigeant du Parti Communiste, Joseph Jacquemotte, dénonce : *« Vous livrez le chemin de fer aux capitalistes ! »*.

Même si la majorité du capital de la SNCB est restée aux mains de l'Etat jusqu'à aujourd'hui, sa création était dès le départ envisagée comme une manière de rendre le rail belge rentable, et d'ouvrir la possibilité de permettre à des actionnaires privés de profiter des bénéfices s'il y en avait. Et de toute façon les commandes de matériels étaient passées aux entreprises privées, avec de gros bénéfices à la clé.

On le voit: le « service public » est avant tout un service aux capitalistes !

## Public ou privé, deux faces de l'exploitation

La vague de privatisations qu'ont connu les chemins de fer à l'échelle mondiale depuis les années 1980 a été une offensive généralisée contre les travailleurs du chemin de fer. La privatisation ne sert en rien à rendre le service plus efficace, c'est en général plutôt le contraire qui se produit.

Dans certains cas, elle permet à des capitalistes de s'enrichir en rachetant les lignes les plus rentables. Mais même quand ce n'est pas le cas, toutes les « ouvertures à la concurrence » ou les privatisations, que ce soit en Angleterre, en France, en Belgique ou même au Japon, signifient une aggravation rapide des conditions de travail !

En Belgique, l'exemple de Lineas est parlant. Cette entreprise privée qui gère aujourd'hui le fret ferroviaire faisait partie, jusqu'en 2015, de la SNCB sous le nom de B-Cargo. Mais la direction de la SNCB et le gouvernement belge décident d'ouvrir le fret à la concurrence en 2009.

C'est en fait un prétexte pour présenter un plan de « restructuration » qui mettra fin au statut de cheminot et mènera à la suppression de 900 postes sur les 2.100 que comptait l'entreprise ! Mais l'entreprise ne sera jamais rentable. Elle a pour fonction de permettre aux capitalistes de transporter leurs marchandises à peu de frais, et maintient donc des prix bas. Les différentes étapes de la privatisation ont été à chaque fois des nouveaux prétextes pour exploiter plus les travailleurs. Et depuis avril 2026, l'entreprise Lineas est de retour dans les mains du public, après avoir reçu des cadeaux de l'Etat à hauteur de centaines de millions d'euros.

Autre exemple : en France, de nombreuses lignes ouvertes à la concurrence sont en fait reprises par une filiale de la SNCF. La ligne reste alors dans les mains du public, mais les conditions de travail des cheminots, qui restent pourtant aux mêmes postes, s'aggravent brutalement. Un des objectifs de ces ouvertures à la concurrence, c'est de diviser les travailleurs pour les attaquer séparément. C'est une des raisons pour lesquelles il ne faut pas accepter que les dirigeants syndicaux maintiennent les luttes dans une seule entreprise, plutôt que de chercher à les étendre !

## Préparer la riposte !

Alors quand le gouvernement annonce le plan de libéralisation du rail d'ici 2032, sous prétexte de respecter les règles européennes, il ne faut pas être dupes. Les règles européennes ont été décidées par les gouvernements des pays européens pour servir les capitalistes.

Si elles sont là, et si les gouvernements les respectent, c'est bien parce qu'elles vont augmenter l'exploitation des cheminots. Les faire travailler plus pour moins de salaire, dégage des revenus que les États espèrent utiliser pour couvrir les capitalistes de cadeaux, que ce soit à travers des subventions, des baisses d'impôt, les taux d'intérêt bancaire, ou les dépenses d'armement.

Si on les laisse faire, les conditions de travail des cheminots, qui se sont déjà fortement aggravées cette année, vont continuer à empirer rapidement ! Il est nécessaire aujourd'hui de se préparer à se défendre ! Pour cela, il faut tirer le bilan de cette année de grève. Plusieurs journées de grèves ont été organisées, mais celles-ci étaient dispersées, mal préparées, et sans vraie possibilité de se rassembler pour se compter et décider de la suite.

Face à l'ampleur des attaques, il faut une riposte à la hauteur. Et cela ne peut se faire qu'en s'organisant pour que les prochains mouvements soient l'occasion de se renforcer ! Cela veut dire se rassembler le plus nombreux possibles, décider collectivement de nos revendications, devenir les militants de notre mouvement en s'adressant à nos collègues, et chercher à étendre les luttes au-delà de nos secteurs, à nous rassembler le plus largement possible.

C'est la seule manière de construire le rapport de force capable de faire reculer le gouvernement et le patronat !



# Canicule, sécheresse, incendies : conséquences du capitalisme !

La dérégulation climatique a des conséquences graves. Il y a eu des milliers de décès excédentaires lors de la canicule en juin, les sols se dessèchent et menacent les récoltes et actuellement, de plus en plus d'incendies ravagent le sud de l'Europe.

Au niveau européen, la saison 2026 figure déjà parmi les deux plus destructrices depuis le début des relevés européens il y a une vingtaine d'années, alors que l'été est loin d'être fini. En Espagne, plus de 100.000 hectares sont partis en fumée, en France, plus de 45.000.

Les dégâts matériels sont immenses. Des forêts, des cultures et même de nombreux logements ont brûlé.

Des dizaines de milliers de personnes ont dû être évacuées. Mais il y a aussi eu des morts, dont plusieurs civils en Espagne et trois pompiers en France. Et même une ville comme Bordeaux est menacée par le feu !

Ces incendies, que leur origine soit humaine ou naturelle, se propagent à une ampleur encore jamais vue en Europe du fait de la sécheresse et des températures extrêmes. Mais rien de tout cela n'est une surprise ! Les incendies, s'ils sont particulièrement dévastateurs cet été, sont la règle depuis plusieurs étés. Sans compter que cela fait des dizaines d'années que les scientifiques préviennent que le dérèglement climatique apporte son lot de vagues de chaleur.



Et à chaque fois, le constat est le même : il manque terriblement de moyens.

En France, les pompiers doivent affronter les incendies avec une flotte de Canadairs âgés d'environ 30 ans et en nombre complètement insuffisant : sur les douze appareils existants, plusieurs sont régulièrement immobilisés, tandis que les nouveaux avions commandés n'arriveraient pas avant… plusieurs années !

Incendies et inondations, ces catastrophes climatiques sont le fruit d'une production capitaliste qui fonctionne, non pas sur base des besoins et des ressources, mais selon la règle du profit.

Les dirigeants capitalistes n'ont aucune solution à proposer. Ils ne sont même pas capables de prévoir le minimum pour faire face à des incendies complètement anticipables. Il faut renverser le capitalisme !

# Les catastrophes font monter les prix… et les profits

Avec la reprise de la guerre contre l'Iran, le détroit d'Ormuz est de nouveau pratiquement bloqué, en plus de celui de Bab-el-Mandeb. Le prix du pétrole grimpe déjà, et avec lui la menace de nouvelles hausses à la pompe, dans les transports et sur toutes les marchandises.

À cela s'ajoute le dérèglement climatique. Sécheresses, inondations, assèchement des sols et mauvaises récoltes réduisent la production. Un nouvel épisode d'El Niño, qui réchauffe anormalement les eaux du Pacifique, pourrait ainsi faire monter durablement les prix alimentaires.

Mais les catastrophes seules n'expliquent pas le prix payé par les travailleurs ! Entre le champ de blé ou le puits de pétrole et le consommateur se trouvent les négociants, les marchés financiers, les multinationales et les grandes chaînes de distribution. Tous utilisent les pénuries réelles ou annoncées pour spéculer, augmenter leurs prix et protéger voire accroître leurs profits.




À la pompe, les hausses sont répercutées presque immédiatement, tandis que les baisses tardent à arriver : les prix montent comme une fusée mais descendent comme une plume, permettant aux pétroliers et aux distributeurs de s'enrichir sur notre dos !

Alors il faut préparer les luttes pour imposer que, si les prix montent, les salaires doivent suivre !



# Système de maltraitance

Respect Senior, l'agence wallonne de lutte contre la maltraitance des aînés recense une augmentation des cas rapportés de mauvais traitements dans les maisons de repos, comme des négligences et aussi des facturations abusives.

Ces « dysfonctionnements » seraient passés de 662 en 2023 à 720 en 2024. Ces chiffres sont probablement bien en-dessous de la réalité. Car dans cette société où tout doit générer du profit, la maltraitance des résidents comme du personnel lui-même, est devenu le fonctionnement normal des maisons de repos.

Respect Senior dit elle-même que les situations de maltraitance surviennent avec la surcharge de travail, le sous-effectif et la désorganisation. Autant dire les trois règles d'or du travail en régime capitaliste !

Quand on commence à travailler dans une maison de repos, on découvre dès le premier jour une règle qu'on n'oublie jamais : apprendre à faire ce qu'on peut sans moyens insuffisants. Travailler en sous-effectif constant sans disposer de tout le matériel nécessaire, accepter de voir la souffrance sur le visage de certains patients sans avoir les moyens d'y remédier.



## Soignants démunis de moyens

Ce n'est pourtant pas la volonté qui manque aux soignants ! La plupart se donnent à 100% et plus, enchaînent les heures supplémentaires, jusqu'à développer des douleurs au dos ou aux épaules. À certains endroits, des soignants reprennent même chez eux une partie du linge sale pour le nettoyer à la maison, à leurs frais !

Bien sûr que les travailleurs des maisons de repos souhaiteraient pouvoir traiter dignement chacun des patients ! Mais le système capitaliste et ses dirigeants les en empêchent. Il n'y a qu'à rappeler que pendant l'épidémie de Covid en 2020, la maltraitance allait parfois jusqu'à devoir laisser les patients s'étouffer sans avoir aucun moyen de diminuer leur souffrance. Car un dispositif de soins intensifs ne se construit pas avec de la bonne volonté mais avec des ressources matérielles et du personnel en suffisance !

Les coupes budgétaires supplémentaires prévues par le gouvernement fédéral ne vont pas inverser la tendance ! En diminuant les embauches et le financement des infrastructures, cela ne fera que s'aggraver. Pourtant il manque déjà de place partout. Certaines personnes âgées ont le temps de mourir avant d'obtenir une chambre dans une résidence, alors que 19 maisons de repos ont fermé leurs portes ces cinq dernières années, rien qu'à Bruxelles. Et certaines pour le motif explicite du « manque de rentabilité » !

Nous n'avons pas à accepter cette situation ! Nous devons la dénoncer et pointer du doigts les capitalistes et leurs gouvernements successifs.

Et il est nécessaire de garder à l'esprit qu'un autre modèle de société est possible. Une société communiste, qui soit basée sur les besoins de la population et qui utilise les moyens gigantesques de l'humanité pour subvenir aux besoins de tous.

# La politique migratoire tue



Le 28 juin, Lounceny Camara, un jeune Guinéen de 25 ans, sans-papiers, s'est jeté dans la Meuse à Liège. Depuis son arrivée en Belgique alors qu'il était mineur d'âge, il n'avait subi que des injustices.

Privé du droit d'avoir des papiers, privé du droit d'asile et en somme du droit vivre, il venait de passer huit mois au centre fermé de Vottem pour l'unique raison de ne pas avoir la bonne nationalité. Poussé à bout après qu'on lui ait annoncé à deux reprises qu'un avion l'attendait pour décoller et l'expulser du territoire, l'arrachant à sa famille, il a mis fin à ses jours.

Cette mort insupportable n'est pas un cas isolé ! Combien sont morts dans l'ombre, simplement pour avoir espéré vivre en fuyant les régions dévastées par le pillage et les guerres capitalistes ?

À bas les frontières et ce système inhumain !

# Ministre du désastre

La ministre fédérale de l'Asile, de la Migration et de l'Intégration sociale, Anneleen Van Bossuyt (N-VA) a décidé de supprimer le subside de 46 millions d'euros qui finançait l'accueil des réfugiés et des sans-abris à Bruxelles.



Ce subside avait été décidé en 2021 pour faire face à la situation catastrophique des personnes vivant à la rue dans la capitale. Selon Mehdi Kessou, le directeur de Belrefugees, la décision de la ministre c'est *« 1.000 lits qui se ferment. En plus des 1.300 personnes en liste d'attente, ça va faire 2.300 en errance dans les rues de Bruxelles »* et c'est *« provoquer un désastre humanitaire ».*

La ministre justifie sa décision par mesure d'économie. En réalité, c'est surtout parce que les partis du gouvernement fédéral subissent la concurrence électorale du Vlaamse Belang.

D'un côté les patrons exigent de mettre en pièces les dernières protections légales des travailleurs, tandis que les banques veulent que l'Etat fasse des économies. De l'autre, ces partis de gouvernement savent qu'ils vont se discréditer auprès de leurs électeurs avec cette politique d'austérité et que cela renforce l'extrême droite.

Alors le gouvernement se fera d'autant plus impitoyable contre les pauvres et les migrants pour faire diversion. Mais dans le domaine de la démagogie anti immigrés et anti pauvres, c'est le Vlaams Belang qui sortira gagnant !

## Ministres pyromanes

Pendant que les gouvernements du Nord de l'Europe redoublent de démagogie contre les travailleurs étrangers, le gouvernement socialiste espagnol de Pedro Sanchez et la coalition d'extrême-droite du gouvernement italien de Giorgia Meloni régularisent des centaines de milliers de travailleurs sans-papiers.

Ces deux pays connaissent une baisse rapide de leur population et des pénuries de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs comme le tourisme, l'agriculture, le bâtiment, la pêche ou les soins aux personnes. La régularisation de travailleurs clandestins est également un moyen d'accroître le financement des pensions et de la sécurité sociale.

Pourquoi pas en Belgique ou dans les pays voisins ? Cela s'est déjà produit, et cela se produira peut-être encore à l'avenir.

Mais pour le moment, ces gouvernements de Belgique et des pays voisins sont occupés à des mises en scène destinées à justifier des plans d'économies massifs dans les pensions et les soins de santé. La « politique de fermeté » contre les travailleurs étrangers est un chiffon rouge que les ministres agitent pour faire passer leurs attaques contre les « nationaux ».

Cela donne du crédit à l'idée fausse que les travailleurs étrangers sont une menace, et non les milliardaires rapaces, ce qui renforce l'extrême-droite.

# Qui le gouvernement interdira-t-il demain ?




L'avant-projet de loi visant à interdire les organisations dites *« radicales »* a été validé par le gouvernement. Ses défenseurs, et parmi eux le MR, prétendent vouloir *« mettre hors d'état de nuire les organisations radicales ou dangereuses qui menacent notre sécurité ».*

Plusieurs mouvements seraient déjà dans le viseur, notamment des organisations de solidarité avec la Palestine ou engagées dans la lutte pour le climat. Les sanctions pourraient aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement.

Mais le danger de cette loi ne réside pas seulement dans les organisations qu'elle vise aujourd'hui. Il réside aussi dans celles que les futurs gouvernements décideront de viser. Car qui décide de ce qui constitue une menace pour « la sécurité » ?

Alors que les budgets militaires explosent, que la production d'armes s'accélère et que

toute la société marche vers la guerre, qui peut garantir que s'opposer demain au réarmement ou à l'envoi de troupes ne sera pas considéré comme une atteinte à la sécurité nationale ?

Derrière la lutte contre les organisations « radicales », le gouvernement se dote en réalité d'un instrument de plus pour tenter de museler ceux qui contestent la barbarie du capitalisme.

## Toujours plus de flexibilité




Depuis le 1er juin, il est désormais possible d'être engagé pour seulement 1/10e d'un temps plein et devoir ainsi multiplier les contrats en parallèle pour tenter d'avoir un salaire complet. Le gouvernement transforme ainsi progressivement les emplois stables en une mosaïque de mini-contrats précaires, comme avec l'extension des flexi-jobs.

Au-delà même du coût des crèches ou des nounous, comment les mères de familles peuvent-elles planifier la garde de leurs enfants ? Reste le chômage… pour quelques mois. Et puis ? La misère !

Pour les travailleurs, ce genre de contrat signifie des horaires imprévisibles, des changements de dernière minute, des revenus insuffisants et l'obligation de cumuler plusieurs emplois pour espérer vivre. Une vie organisée au gré des besoins des patrons, et au mépris de celle des travailleurs.

## La dette : leurs profits, nos sacrifices

Le gouvernement veut réaliser 10 milliards d'euros d'économies supplémentaires d'ici 2029 au lieu des 7,7 annoncés au départ.

Cela signifie de nouvelles attaques contre les pensions, les allocations de chômage, les salaires et les services publics. La justification ? Une dette devenue trop élevée et qu'il faudrait « assainir » à coups de mesures d'économie contre les services utiles à la population et nos conditions de vie.




Mais, en réalité, cette dette n'est pas celle des travailleurs, mais celle des capitalistes, que l'État a aidés à se protéger des crises et à maintenir leurs profits.

À partir des années 1970, l'État a multiplié les subventions, les avantages fiscaux et les sauvetages d'entreprises privées. La dette est alors passée d'environ 60 % à près de 140 % du PIB. Elle a ensuite été un peu réduite par des décennies d'austérité imposée aux travailleurs.

En 2008, lorsque les banques ont menacé de s'effondrer après des années de spéculation, l'État belge a mobilisé des milliards pour les sauver. Dexia a notamment été refinancée à hauteur de près de 10 milliards d'euros. Devenue Belfius et redevenue rentable, elle pourrait aujourd'hui être revendue au privé pour que ses bénéfices retournent aux actionnaires.

Lors de la crise du Covid, le même mécanisme s'est répété : des milliards ont été versés aux grandes entreprises pour préserver leurs profits. À chaque crise, les capitalistes présentent leur facture à l'État. Ensuite, le gouvernement la présente aux travailleurs.

### Les caisses sont pleines pour le patronat

Même en dehors des crises, les entreprises bénéficient continuellement de réductions d'impôts, de subventions et d'exonérations de cotisations. L'impôt sur les sociétés est passé de 39 % en 1992 à 25 % depuis 2021, un taux que les grandes entreprises réduisent encore grâce aux niches fiscales.

Selon une étude d'Econosphères, les cadeaux accordés aux entreprises ont atteint 51 milliards d'euros en 2022, davantage que l'ensemble des dépenses publiques belges consacrées à la santé.

Lorsqu'il s'agit des pensions ou des services publics, le gouvernement affirme qu'il n'y a plus d'argent. Lorsqu'il faut garantir les profits du patronat, les milliards sont toujours disponibles.

### Une dette qui rapporte

La dette publique est elle-même une source de profits pour les capitalistes. L'État emprunte auprès des marchés financiers,

puis rembourse ces emprunts avec les impôts de la population, auxquels s'ajoutent les intérêts.

Selon le CADTM, les intérêts de la dette belge ont représenté environ 110 milliards d'euros entre 2012 et 2021. Une partie des impôts ne finance donc ni les écoles, ni les hôpitaux, ni les transports publics : elle est directement versée aux banques et aux autres riches créanciers.

À cela s'ajoute désormais l'explosion des dépenses militaires. Le gouvernement exige toujours plus de sacrifices sur le dos de la population, tout en promettant des milliards à l'armée et aux industriels de l'armement.

## Cette dette n'est pas la nôtre




Faire croire que la dette serait une responsabilité collective sert à culpabiliser les travailleurs et à dissimuler ceux qui en ont réellement profité. Ce ne sont pas les pensions, les écoles ou les hôpitaux qui ont vidé les caisses. Ce sont les sauvetages des banquiers, les subventions aux grandes entreprises, les réductions fiscales pour les riches, les intérêts versés aux créanciers de l'Etat et, désormais, la course aux armements.

Nous n'avons donc pas à payer leur dette. Mais son annulation ne suffirait pas, à elle seule, à supprimer le pouvoir du capital financier. Pour mettre fin au racket de la dette, il faut retirer aux capitalistes la propriété des banques et des grands capitaux et les placer sous le contrôle des travailleurs, afin d'utiliser les richesses produites pour répondre aux besoins de la population.

## Quand le patronat prescrit le mal comme remède




Alors que la FEB relance régulièrement ses attaques contre l'indexation, les cotisations patronales et le « coût du travail », il faut revenir sur l'argumentaire mensonger qu'elle mobilise pour faire passer les attaques contre les travailleurs comme de prétendues nécessités économiques.

En septembre 2025, la Banque nationale de Belgique a publié une étude montrant que la part de la valeur ajoutée, donc la part de la richesse créée par les travailleurs, qui revient au monde du travail, était en recul, passant de 61,8 % en 1980 à 54,2 % en 2024. Cette part des richesses qui revient aux travailleurs sous forme de salaires et de cotisations sociales est appelée la part salariale. Sa baisse n'est pas une particularité belge : c'est une tendance observée depuis plusieurs décennies dans les pays capitalistes.

En contrepartie, la part qui revient au patronat et aux actionnaires capitalistes, une minorité, ne cesse d'augmenter.

À peine l'étude sortie, la FEB, la Fédération des entreprises de Belgique, a publié un article au titre pour le moins provocateur : « *La part salariale diminue : pas parce que les salaires sont trop bas, mais parce que le coût salarial est très élevé ! ».* Son raisonnement est le suivant : si chaque salarié coûtait moins cher, les entreprises engageraient davantage de salariés plutôt que d'investir dans des machines supplémentaires et la masse totale des salaires et cotisations pourrait ainsi augmenter…

Il y aurait de quoi en rire si cela ne préparait pas de nouvelles attaques contre nos salaires !

## Une médecine qui tue

C'est un peu comme si un médecin constatait qu'un patient s'affaiblit et lui prescrivait une saignée, en lui promettant que cela stimulera son organisme.

La part des salaires diminue déjà ; la FEB propose pourtant de réduire encore les salaires et cotisations, et promet que les entreprises engageront suffisamment pour compenser.

Mais ce remède est une escroquerie : rien n'empêche les entreprises d'empocher simplement l'économie réalisée ! Ni même de demander ensuite aux travailleurs de se saigner davantage. Les capitalistes n'embauchent de toute façon que quand ils sont certains que cela leur rapportera, et les cadeaux de l'État n'y changent rien !

C'est justement ce qui s'est largement produit depuis une quarantaine d'années. Le gâteau des richesses ne cesse de grossir mais moins vite qu'à l'époque des grands bonds de productivité. Alors pour continuer à maintenir leurs taux de profits malgré la crise, les capitalistes imposent des baisses de salaire réel, des baisses de cotisations mais aussi de nombreux licenciements… et la part salariale continue de baisser !

Ils osent continuer à affirmer que nos salaires seraient excessifs. Mais même la BNB, pourtant un organe dirigé par des représentants du patronat, montre que les travailleurs reçoivent de moins en moins de richesse, au profit des patrons !

Les milliards supplémentaires encaissés par les capitalistes ne servent même plus à développer l'économie, mais partent dans les marchés financiers et la spéculation.

En réalité, la FEB mène la lutte des classes, elle fait de la propagande grossière pour s'attaquer toujours plus à nos salaires. A nous de nous organiser pour se défendre !




# Licenciements… de gauche ?!

La commune de Molenbeek, dirigée par une coalition de gauche (PS, PTB, Vooruit et Molenbeek Autrement) a licencié 40 personnes et a baissé de 50 % la prime de fin d'année de ses employés.

Le PTB, à travers son échevin Giovanni Bordonaro, prétendait que « *Si demain l'Arizona paie sa facture, il n'y aura aucun licenciement à Molenbeek* ». Dans une vidéo, il rajoute : « *Molenbeek, comme toute commune en Belgique, comme le gouvernement et n'importe quel service public, a besoin de crédit pour faire tourner la boîte. On a besoin des banques. Donc Molenbeek est menacé que, si on reste encore en déficit, eh bien les banques stoppent les crédits et en septembre on ne paie plus les salaires et il n'y a plus rien qui tourne. C'est ça, être le couteau sous la gorge.* ».

Et ce sont effectivement les banques, et les capitalistes dans leur ensemble, qui sont responsables des mesures d'austérité de l'Arizona, y compris dans les communes !

La seule manière de s'opposer à la politique d'austérité imposée aux travailleurs, dans les entreprises comme dans les communes populaires, c'est de construire un rapport de force contre les capitalistes, de contribuer à ce que les travailleurs organisent leurs luttes, pour les étendre, les généraliser, et imposer d'aller prendre l'argent là où il est, sur les comptes des grands actionnaires, millionnaires et milliardaires !

Mais le PTB a fait campagne, à Molenbeek comme ailleurs, en prétendant que, s'ils arrivaient au pouvoir, ils pourraient mener une autre politique que la droite ou le PS.

Aux élections communales, ils promettaient de baisser les prix des loyers, financer plus de logements sociaux, et embaucher du personnel communal. Mais rien ne laissait entendre dans leur propagande électorale que ces mesures ne pourraient être mises en place, non par les élections, mais par une forte mobilisation de la population.

En refusant d'élever la conscience politique de la population, au contraire en s'appuyant sur les illusions électorales, le PTB s'est lui-même mis « le couteau sur la gorge ».

Le PTB, comme les directions syndicales, continuent de prétendre que la principale cause de l'austérité, à tous les niveaux de pouvoir, serait les partis de droite. C'est tromper les travailleurs ! Un gouvernement de gauche subirait la même pression de la part des capitalistes et des banques pour mettre en place l'austérité contre la population, que subit la commune de Molenbeek aujourd'hui.

En refusant de préparer et d'organiser les travailleurs pour des luttes massives contre les capitalistes, en reprenant la démagogie électorale menée depuis des années par le PS, le PTB contribue à désarmer les travailleurs, à les démoraliser et à laisser penser : finalement le PTB est comme les autres !

# Il y a 90 ans : Mai-Juin 1936 en Belgique

## Les congés payés : une « conquête » bien amère

Avec les vacances d'été et le 90ème anniversaire des grèves de mai-juin 1936, tous les syndicats et les partis de gauche, du PTB à Vooruit, fêtent la conquête des congés payés par les grèves de juin 36 comme une grande victoire.

Mais fondamentalement, il s'agissait d'une concession minime qui a mis fin à une grève générale qui aurait pu aller bien plus loin, jusqu'à la remise en question du capitalisme en crise. Renverser ce système était vital alors que ce système capitaliste allait mener quelques années plus tard aux horreurs de la deuxième guerre mondiale.

### Crise, fascisme et lutte des classes

Les années 1930 étaient celles de la pire crise économique du monde capitaliste. Le chômage et la misère ravageaient les pays les plus industrialisés, à commencer par l'Allemagne et les États-Unis.

En Belgique, la proportion de chômeurs complets et partiels passe de 4 % en 1929 à 40 % en 1932. Les principales mesures que le gouvernement propose face à la crise sont de faire baisser les prix et surtout les salaires, et d'exclure des milliers de chômeurs, en particulier les femmes et les étrangers, aggravant encore la misère et la crise.

La lutte de classe s'exacerbe sous toutes ses formes et devient une lutte pour la survie. En janvier 1933, la bourgeoisie allemande porte Hitler au pouvoir, afin d'étrangler les travailleurs en détruisant leurs partis et leurs syndicats, et de réarmer le pays. C'était un avertissement pour les ouvriers du monde entier.

### Une grève qui démarre contre le fascisme

Les mobilisations ouvrières contre le fascisme se multiplient, comme en France en 1934, pendant que la bourgeoisie tente d'embrigader les populations pour préparer l'affrontement militaire qui arrive. C'est dans ce contexte qu'éclate un puissant mouvement de grève en France à la mi-mai 1936.

Quelques jours plus tard, le 22 mai, deux militants syndicaux du port d'Anvers sont assassinés par un fasciste. C'est l'étincelle qui déclenche le mouvement et, le 2 juin, les dockers se lancent dans une grève de 24h, malgré les dirigeants syndicaux qui leur disent de rester au travail.

La grève se prolonge plus d'une semaine, et la détermination des dockers finit par entraîner tout le pays dans un mouvement de grève massif, atteignant 400.000 grévistes le 14 juin.



Funérailles d'Albert Pot et Theofiel Grijp, assassinés par un militant d'extrême droite, Anvers, 26 mai 1936.
Source : Amsab-Instituut voor Sociale Geschiedenis, CC BY-SA 4.0.

La force du mouvement finit même par entraîner les employés de banque et des grands magasins, y compris certains qui soutenaient l'extrême droite de Degrelle encore quelques semaines plus tôt.

### La trahison des dirigeants syndicaux

Face au mouvement, les grands patrons et le gouvernement s'inquiètent et cherchent les moyens de l'arrêter. Mais la menace des soldats déployés ne suffit pas, les grévistes bravent l'interdiction de manifester. Ce sont finalement les dirigeants syndicaux qui trahiront la grève et y mettront fin.

Ceux-ci sont intégrés dans le système depuis des années, refusent tout avenir autre que le capitalisme, et sont donc devenus des piliers de l'ordre capitaliste, en prétendant qu'une bonne coopération avec les patrons serait la meilleure manière d'améliorer la condition des travailleurs. Ils vont rapidement se rassembler avec les patrons pour se mettre d'accord sur quelques mesures suffisantes pour tenter de calmer les travailleurs.

Plutôt que de venir avec des revendications globales, en s'appuyant sur la force d'un mouvement qui dépassait les secteurs, les directions syndicales vont accepter de diviser le mouvement en négociant des concessions différentes secteur par secteur. Ainsi, même la semaine des 40 heures, qui était pourtant une revendication centrale du mouvement, n'est accordée que pour les secteurs où le travail est considéré comme pénible ou insalubre… par les patrons.

Les augmentations de salaire seront négociées dans chaque commission paritaire, donc par secteur, et après la fin du mouvement, alors que le rapport de force n'est plus là. Les congés payés qui sont accordés ne sont que de 6 jours, une semaine à l'époque. En réalité, cela veut dire une semaine sur les 52 de l'année, ce qui correspondrait à 2% d'augmentation de salaire…

Pour un tel mouvement, les gains sont extrêmement faibles. Mais les directions syndicales vont s'appuyer sur la promesse de congés pour tout faire pour convaincre les travailleurs de se remettre au travail.

## Le capitalisme sauvé, la guerre arrive

Plutôt que de combattre les patrons, et de tenter d'aller le plus loin possible en partant de la volonté des grévistes, les dirigeants syndicaux combattent avec virulence les militants qui n'acceptent pas de se contenter de ces miettes. Des tracts syndicaux dénoncent « *des gens qui souvent n'ont pas le courage de travailler en temps normal, qui sont à la solde des rexistes et de toutes autres cliques, voire même de la Haute Finance. […] Ces bandes sont souvent composées de patrons de maisons de prostituées, de repris de justice, de mendiants professionnels à la solde de Rex* ». Cette propagande grossière ne convainc pas vraiment les travailleurs, mais ceux qui voulaient pousser le mouvement plus loin étaient trop peu organisés pour devenir plus nombreux et avoir une influence.

Alors non, les congés payés ne peuvent pas être considérés comme une victoire ! Bien au contraire, les congés payés ont été les miettes que le patronat a jeté aux travailleurs pour sauver son système… et pour continuer la marche vers la deuxième guerre mondiale !

En 1936, la classe ouvrière française était en train de se mobiliser, quelques semaines plus tard, c'était les travailleurs espagnols qui s'armaient contre le coup d'État de Franco. Au même moment, au Moyen-Orient, des populations entières se soulevaient contre la colonisation.

L'enjeu n'était pas d'obtenir quelques jours de congés payés, qui allaient être retirés dès l'entrée en guerre. Un mouvement comme celui de juin 36 aurait pu changer le cours de l'histoire et mettre fin au capitalisme avant qu'il ne plonge l'humanité une nouvelle fois dans la barbarie.



Travailleuses en grève rassemblées devant les portes de la filature Runis à Alost, 1936.
Source : Amsab-ISG, réf. FO003470, CC BY-SA 4.0.

Aujourd'hui, alors qu'une troisième guerre mondiale se rapproche, il faut tirer les leçons de ce passé, et se méfier comme de la peste des partis qui présentent les congés payés comme une victoire !

## Travailler moins pour gagner plus… en renversant le capitalisme !

Avant leur mise en place, les congés payés étaient dénoncés par les patrons qui prétendaient que cela allait ruiner toute l'économie. En réalité, les patrons prétendent sans cesse qu'il n'est pas possible de diminuer le temps de travail, et imposent constamment des accélérations des cadences ou des heures supplémentaires. C'est parce qu'ils gagnent de l'argent sur ce travail supplémentaire !

La recherche du profit amène à cette situation absurde où une partie de la population s'épuise dans des emplois éreintants, pendant qu'une autre partie est exclue du travail et se retrouve au chômage avec des revenus diminués, voire pas de revenus du tout.

La société pourrait être organisée bien différemment ! Le collectif écologiste Bizi! a publié en 2010 une brochure montrant comment, en réorganisant l'économie autour des besoins et non plus des profits, en répartissant le travail entre tous, en optimisant l'utilisation des technologies, on pourrait travailler en moyenne une heure par jour ! Et cela sans diminuer la richesse totale, donc sans diminuer le niveau de vie ! C'est dire à quel point le capitalisme est aberrant, et à quel point il est temps de s'en débarrasser!

# Un été d'attaques contre les travailleurs

## Annualisation du temps de travail : recul pour tous !

Le gouvernement profite des vacances pour imposer un nouveau recul aux travailleurs : l'annualisation du temps de travail. Selon ce projet de loi, la durée légale du travail ne serait plus calculée sur une semaine (38h) ou sur un mois (165h) mais sur un an.

De quoi permettre aux patrons d'imposer des journées de 12 heures et des semaines de 48 heures lors des pics d'activités, compensées en théorie par des périodes de récupération. Le ministre du Travail, Clarinval (MR), explique que cela permettra aux travailleurs de concilier vie professionnelle et personnelle. C'est se moquer du monde.

Qui va s'occuper des enfants si la journée dure 12 heures pendant plusieurs semaines, voire durant les congés scolaires ? C'est exactement ce qui attend les travailleurs du commerce, mais aussi de la logistique, de la production, etc.

« *Les employeurs ne pourront pas contraindre les travailleurs* » comme le prétend Clarinval ? Mais qui peut dire « non » individuellement à son patron, à son chef ?

### Lois anti-ouvrières

L'annualisation du temps de travail s'ajoute aux autres mesures du gouvernement De Wever - Clarinval : augmentation des quotas d'heures supplémentaires à 360 heures par an (450 heures dans l'horeca), autorisation généralisée du travail de nuit, généralisation des flexi-jobs à l'ensemble des secteurs, exclusion de centaines de milliers de chômeurs obligés d'accepter n'importe quelles conditions pour survivre…

Ensemble, ces mesures libèrent la créativité patronale pour pressurer les travailleurs en piétinant la vie de famille, les conditions de travail et en tirant les salaires vers le bas, pour enrichir toujours plus le patronat et les actionnaires.




### Comment se défendre ?

Le PS, le PTB et les syndicats critiquent l'annualisation du temps de travail surtout au nom de la disparition du sursalaire des heures supplémentaires dont ils chiffrent le coût à 1.500 euros par an par travailleurs.

Les syndicats demandent au gouvernement de résoudre le problème du pouvoir d'achat en les autorisant à négocier des augmentations de salaires avec les patrons, plutôt que des augmentations inférieures à 1 % décidées par le gouvernement comme actuellement.

Mais pourquoi les gouvernements écouteraient les syndicats plutôt que les patrons, alors que ce sont les patrons qui sont les plus forts dans la période actuelle ?

Demander, supplier, c'est inutile et démoralisant.

Pour maintenir voire augmenter les profits malgré des ventes limitées par la diminution du pouvoir d'achat des classes populaires, les patrons veulent augmenter l'exploitation. Des journées plus longues et plus intensives pour les uns, le chômage pour les autres : c'est la base de l'économie capitaliste. Il n'y a pas d'intérêts communs entre les travailleurs et les patrons, il faut que les travailleurs en soient conscients pour s'organiser et se défendre collectivement.

## Attaque contre le droit de grève

Le gouvernement a profité de l'été pour instaurer un service minimum dans les prisons. C'est une nouvelle attaque contre le droit de grève, qui vient s'ajouter aux services minimum déjà existants dans le rail ou chez les contrôleurs aériens.

Ces dernières années ont été marquées par des grèves fréquentes dans les prisons pour protester contre le manque de personnel et de moyens et l'aggravation des conditions de travail.

La grève est souvent la seule arme des travailleurs pour se défendre ! Le gouvernement voudrait faire taire les grévistes et leur faire accepter des conditions pires encore.

Mais les grèves n'étaient pas légales avant d'être arrachées par les travailleurs, qui n'ont pas attendu l'autorisation du gouvernement pour se défendre !

# La santé, ça n'a pas de prix ?

Selon une note obtenue par le journal *L'Echo*, le gouvernement De Wever prépare une quinzaine de mesures d'austérité pour racler 6 milliards d'euros de plus sur le dos des malades ! C'est l'Inami (Institut national d'assurance maladie-invalidité) qui serait chargée d'analyser où faire les économies budgétaires.

Et ils ne comptent pas y aller de main morte. Leur première « piste » serait une franchise de 500 € par an et par personne ! C'est-à-dire qu'on ne serait plus remboursés des soins de santé qu'après avoir payé 500 euros de notre poche ! Ce serait un racket supplémentaire inacceptable, alors que nous payons déjà 100 % de la sécurité sociale, prélevée sur notre salaire !

Ensuite, la note parle de faire 30 % d'économies en limitant l'accès au statut BIM. Les « bénéficiaires » de l'intervention majorée ne recevraient plus automatiquement ce statut et certains en seraient même exclus ! C'est encore s'attaquer aux plus précaires, pour qui cette aide insuffisante est néanmoins indispensable pour espérer se soigner. Pour beaucoup d'entre eux, être exclu du statut BIM signifierait être exclu des services de santé essentiels.

Dans la foulée, le gouvernement envisage d'augmenter le ticket modérateur, c'est-à-dire le prix payé par le patient pour chaque rendez-vous chez le médecin, chez le kiné, pour obtenir des soins infirmiers à domicile, etc.

Sous prétexte de « *lutter contre la fraude sociale* », il rendrait obligatoire le contrôle physique des invalides, même ceux qui résident à l'étranger.

## Des projets sordides

N'importe quel travailleur de la santé en est horrifié. Il est évident que de telles mesures entraîneraient des conséquences graves pour les malades, que les plus pauvres seraient encore plus privés de soins. Quant aux soignants, cela ne pourrait qu'aggraver leurs conditions de travail, voire engendrer à terme, des suppressions d'emplois.

Ces mesures ne sont encore que des « pistes », mais elles dévoilent ce qui est bel et bien sûr : pour « assainir » leurs finances, les gouvernements n'hésiteront pas à laisser pourrir la santé humaine en coupant les soins aux malades et aux invalides. Alors qu'à l'autre pôle de la société, les milliardaires n'ont jamais été aussi riches. C'est aussi cela que les politiciens veulent cacher en pointant du doigt les malades, après les chômeurs et les immigrés, comme « profiteurs ».

Les vrais profiteurs ce sont les capitalistes, qui s'enrichissent sur notre travail et qui continuent de toucher des milliards d'euros de subventions chaque année, payées avec les impôts des travailleurs. C'est leurs profits qui appauvrissent toute la société et creusent la dette, alors c'est eux qu'il faudra faire payer !




# International

# Iran : la rage de l'impérialisme

Le ministre américain de la Guerre, Pete Hegseth, a réclamé au congrès des États-Unis une rallonge de 87,5 milliards de dollars pour financer la guerre en Iran. Selon lui, l'administration Trump et le chef d'état-major de l'armée américaine, cette rallonge serait *« urgente »* et *« nécessaire »*.

Mais nécessaire à quoi exactement ? Si ce n'est à aggraver le chaos et la barbarie dans lesquels les Iraniens et les centaines de millions d'habitants du Moyen-Orient sont déjà plongés !




Pendant que les marchands d'armes sabrent le champagne, les destructions s'aggravent avec les bombardements continus des États-Unis sur l'Iran. Selon un bilan du 24 juillet, 55 personnes ont été tuées et plus de 640 blessées depuis la reprise des opérations américaines à peine treize jours plus tôt. Une centrale nucléaire, à Karun dans le sud du pays a été visée, et maintenant le centre et le nord-ouest de l'Iran sont aussi bombardés.

Le détroit d'Ormuz, où transitait un cinquième du commerce mondial d'hydrocarbures, est à nouveau bloqué et le prix du pétrole est déjà remonté en flèche. Et derrière chaque conséquence économique de la continuation de la guerre, il y a le risque que celle-ci s'étende.

Suite aux attaques américaines, l'Iran a riposté en visant des cibles militaires américaines au Koweït et un aéroport au Kurdistan irakien qui a dû suspendre ses vols. La guerre menée par les États-Unis conduit à une augmentation des tensions entre tous les régimes de la région.

Par exemple, pour contourner le blocus du détroit d'Ormuz, l'Arabie saoudite, le premier exportateur de pétrole brut au monde, utilise le détroit de Bab El-Mandeb qui est un autre goulot d'étranglement maritime reliant la mer Rouge et l'Océan Indien.

Mais ce détroit est bordé par le Yémen, pays qui subit depuis 2015 un blocus de l'Arabie saoudite, soutenue par les États occidentaux. Les Houthis, alliés de l'Iran et au pouvoir dans une partie du pays, ont commencé à bloquer le détroit de Bab El-Mandeb aux bateaux de commerce saoudiens.

## Extension de la guerre

En plus de la réaction en chaîne sur la hausse des prix du pétrole, c'est la guerre de 2015 déclenchée par l'Arabie saoudite contre le Yémen qui menace de reprendre. Cette guerre qui a déjà fait des centaines de milliers de morts et plongé le pays dans une grave crise humanitaire.

Les capitalistes américains, et à leur suite tout l'ordre impérialiste occidental, plongent le monde dans une guerre qui s'élargit. Le contrôle de la région, du détroit d'Ormuz et du commerce du pétrole et du gaz n'est pas le seul objectif des États-Unis.

Le régime iranien tient tête aux États-Unis depuis 47 ans, et ce, même après plusieurs mois de bombardements intensifs israélo-américains. Les dirigeants de la première puissance capitaliste mondiale n'acceptent pas que leur domination soit contestée. C'est le propre de la concurrence entre grandes puissances capitalistes que de vouloir *« réduire à néant »* son adversaire, comme le dit Trump.

Derrière l'Iran, c'est la concurrence avec la Chine qui se profile et pourrait dégénérer en guerre ouverte.

## La dictature des mollahs n'est pas tombée

Quand il a déclenché la guerre, Trump prétendait décapiter et écraser le régime en quelques jours. Il a prétendu vouloir libérer la population iranienne de la dictature. Bien sûr c'était un mensonge éhonté. Mais quel bilan, comment a évolué le régime après six mois d'intervention américaine ?

La république islamique n'est pas tombée. Au contraire, elle semble s'être renforcée à bien des niveaux, alors qu'en janvier, des millions d'Iraniens se révoltaient courageusement contre le régime au péril de leur vie. Ils manifestaient aux cris d' *« à bas la dictature »* et parfois même *« ni monarchie, ni guide suprême »* !

L'offensive impérialiste a donc aidé les Pasdarans à renforcer leur poigne sur la population iranienne en resserrant les rangs derrière la défense nationale et les intérêts de la bourgeoisie iranienne. Des manifestants politiques, arrêtés en janvier, sont maintenant exécutés. Des travailleurs en grève pour réclamer le paiement de leur salaire ou pour ne pas être mis en danger sur des installations endommagées sont réprimés plus durement. En plus des morts, des destructions de quartiers populaires, d'écoles, d'usines ; en plus des pertes d'emplois, des pénuries et de l'inflation, la population iranienne subit une répression encore plus féroce.

# Barbarie coloniale en Cisjordanie




Le 23 juillet, au lever du jour, des colons israéliens, la plupart membres de groupes juifs ultra-nationalistes, ont déferlé sur des champs de blé entourant un village du sud de la Cisjordanie, pour y mettre le feu et brûler les récoltes. Des véhicules blindés de l'armée israélienne sont venus se positionner entre les Palestiniens et les flammes pour bloquer la route et tenir en joue les habitants.

À l'ouest du pays, dans la ville de Jalud, des colons assiègent une maison sous les yeux de l'armée israélienne. Une famille palestinienne y est prisonnière, sans apport de vivres depuis deux semaines, entourée par deux avant-postes de colons qui interdisent toute allée et venue.

Et ce ne sont que deux exemples parmi beaucoup d'autres exactions. Raids, fusillades, incendies de maisons, de villages, voitures, récoltes… le quotidien des Palestiniens de Cisjordanie est rendu insupportable. Depuis le 7 octobre 2023, plus d'un millier ont été tués et des milliers ont été expulsés de leur maison et de leur terre.

Le gouvernement israélien ne cache même pas ses projets d'annexion. Et son objectif n'est rien de moins que l'expulsion des habitants palestiniens, l'expansion des colonies israéliennes juives et l'achèvement de l'annexion. Les colons nationalistes, souvent eux-mêmes membres de l'armée, sont protégés par le haut commandement militaire et l'État israélien, qui leur fournit d'ailleurs les armes. Des manifestations de nationalistes israéliens revendiquent aussi la réimplantation de colonies juives dans la bande de Gaza.

## Protestation parmi la population israélienne

Début juillet, un millier de personnes environ se sont rassemblées à Tel-Aviv contre le gouvernement de Netanyahou pour critiquer sa politique de guerre à Gaza et condamner l'occupation israélienne en Cisjordanie et les violences des colons. Des manifestations similaires ont aussi eu lieu dans d'autres villes comme à Haïfa ou Jérusalem, avec des centaines de participants. Une opposition existe en Israël et bien que minoritaire aujourd'hui, c'est elle qui peut ouvrir un autre avenir dans la région, si elle trouve le chemin de la révolte contre le pouvoir en place, et fondamentalement contre le capitalisme.

# Espagne : grève chez Airbus




Depuis le 1er juillet, les salariés d'Airbus en Espagne sont en grève. Elle a débuté dans la plus grande usine du groupe près de Madrid où travaillent 9 000 personnes.

Depuis des années, la direction s'attaque aux conditions de travail : arrêts maladie non intégralement payés, congés imposés en août, accès à la cantine interdit aux ouvriers…

Et une proposition de hausse de 3 % des salaires vue comme ridicule compte tenu de l'inflation et des bénéfices historiques de l'entreprise : 5,2 milliards d'euros en 2025.

Enfin, en avril dernier, l'annonce que les jours de télétravail seraient réduits à un par semaine a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Commencée le 1er juillet, la grève a été un succès, bien que des syndicats majoritaires s'y soient opposés. Le syndicat Commissions Ouvrières, majoritaire chez les ouvriers, a déclaré que « *la grève ne devait pas être une fin en soi* », et qu'elle ne pourrait avoir lieu qu'à partir du 7 septembre. Cela n'a pas découragé les grévistes. Certains syndicats, comme la CGT et l'UGT, ont apporté leur soutien sous la pression des syndiqués.

Beaucoup de salariés font grève pour la première fois et ont dû s'organiser eux-mêmes. C'est surtout lors des assemblées quotidiennes que les décisions sont prises et que les revendications sont votées. Dès le 3 juillet, les travailleurs des bureaux en grève ont tenté de convaincre les ouvriers de rejoindre le mouvement en organisant des assemblées à l'heure de leur pause. Depuis le 9 juillet, nombre d'ouvriers se sont joints à la grève.

## Assemblées très suivies

Les travailleurs scandent « *esto no se parra* » (ça ne va pas s'arrêter) et ont tous à l'esprit que l'unité face à la direction est leur meilleure arme. Ils s'organisent en groupes de travail pour mener à bien les actions nécessaires.

Un programme de revendications voté en assemblée sera transmis à la direction. Les grévistes demandent entre autres 9 % d'augmentation, le respect du paiement des arrêts maladie et de la flexibilité dans la prise des congés.

Les autres usines de Séville, Cadix et Albacete ont commencé à se rallier au mouvement, organisant des assemblées et votant à main levée pour décider la grève. L'usine de Tolède est la dernière à se joindre au mouvement. Il est question d'une manifestation nationale le 27 juillet réunissant tous les sites.

Vive la lutte des travailleurs d'Airbus !



# Ukraine : tranchées pour les travailleurs, postes pour les puissants

En Ukraine, la colère contre la mobilisation ne cesse de monter et la police a recensé au moins 600 agressions contre des agents chargés du recrutement militaire depuis le début du conflit. Dans le même temps, des milliers de plaintes ont été déposées pour dénoncer des méthodes de recrutement avec des détentions arbitraires, des violences et des enrôlements illégaux.

Ceux qui ne peuvent pas échapper à la mobilisation sont envoyés au front, tandis que les riches et les puissants disposent de l'argent et des relations nécessaires pour se protéger. Au même moment, le remaniement gouvernemental de juillet a exposé les rivalités qui déchirent le sommet du pouvoir. Zelensky a limogé son ministre de la Défense, Fedorov, seulement six mois après l'avoir nommé. Présenté comme un réformateur de l'armée et de l'industrie des drones, il s'était opposé au chef des forces armées, Oleksandr Syrsky. Fedorov était un ministre populaire, « anti-corruption », qui indisposait Zelensky, qui voyait là un rival s'affirmer, alors même que la cote du président a baissé. Son éviction a provoqué des manifestations dans plusieurs villes du pays.

Sous la pression de la rue, Zelensky a finalement limogé Syrsky mais les manifestations ont continué pour réclamer le retour de Fedorov au ministère de la Défense. Derrière les discours sur « l'unité nationale » et alors que les sacrifices de la guerre pèsent de plus en plus lourd sur la population, chacun des politiciens défend son poste et son influence au sein de l'État. Pendant que des dirigeants profitent –légalement ou illégalement– de la guerre pour s'enrichir, la population est sommée de défendre « la patrie ».

# Ebola : éradiquer le virus du capitalisme

Une nouvelle épidémie d'Ebola s'est déclenchée au Congo et a déjà fait plus de 1.000 victimes recensées, en réalité bien plus. Celle-ci survient dans une région dévastée par les groupes armés au service de l'impérialisme. Des soignants de la région se sont mis en grève pour dénoncer leurs conditions de travail et recevoir leur salaire. Ils manquent de tout, ambulances, moyens de protection, même de l'eau potable ou de l'eau de javel.

Les capitalistes occidentaux sont responsables du manque de moyens pour stopper la diffusion de l'épidémie. Ils ont pillé le pays et le maintiennent dans la misère et la guerre. C'est la 17ème épidémie de cette maladie, et pourtant rien n'est fait pour anticiper les vagues suivantes, dont celle-ci est particulièrement meurtrière.

Le docteur Jean Kayesa, le directeur d'Africa CDC, le centre africain de contrôle et de prévention des maladies, estime qu'il faudrait 1,4 milliards de dollars pour lutter contre le virus. Cet argent existe ! La somme représente à peine 0,14 % de la fortune d'Elon Musk. En Belgique, il suffirait de prendre 2 % de la fortune de 17 milliardaires…

La grande bourgeoisie se pavane dans ses yachts et ses châteaux pendant que le monde brûle et que les épidémies se développent…

Ce sont de telles situations qui entraînent des révolutions !

**Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre sur les marchés :**



***Région de Liège :***

**Mardi 28/07** Chênée 10-12h

**Mercredi 29/07** Saint Nicolas 10-12h

**Jeudi 30/07** Herstal 10-12h

**Vendredi 31/07 :**
Saint Pholien 10-12h (brocante)
Seraing 10h-12h

**Samedi 1/08** Seraing 10-12h

**Dimanche 2/08** la Batte 10-12h

***Région du Hainaut***

**Lundi 3/08** Quaregnon 8-12 h

**Mardi 4/08** Soignies 10-12h

**Mercredi 5/08** Saint Ghislain 8-12h

**Jeudi 6/08** :
Tubize 10-12h
Braine-le-Comte 10-12h

**Vendredi 7/08** : Mons 8-12h

**Samedi 8/08** :
La Louvière 10-12h
Binche 10-12h
Châtelineau 10-12h
Frameries 10-12h

**Dimanche 9/08** :
Charleroi 10-12h
Mons 10-12h

**Suivez nous sur les réseaux:**

**Lutte Ouvrière Belgique**

**Email:**contact@lutteouvriere.be
**Tel:** 0470-18.82.39
**Internet:** www.lutte-ouvriere.be